



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/ICNP/2/2
14 juin 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À
COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE
PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX
RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE
JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES
DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Deuxième réunion

New Delhi, 2-6 juillet 2012

Point 3.1 de l'ordre du jour provisoire*

BUDGET CONCERNANT LE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR L'EXERCICE BIENNAL SUIVANT L'ENTREE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCES AUX RESSOURCES GENETIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET EQUITABLE DES AVANTAGES DECOULANT DE LEUR UTILISATION

I. INTRODUCTION

1. Conformément à l'article 28 du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique tient lieu de secrétariat du Protocole, selon ce qui est établi par l'article 24 de la Convention. En outre, l'article 28, paragraphe 3, du Protocole de Nagoya énonce que, dans la mesure où ils sont indépendants, les coûts des services fournis par le secrétariat au titre du Protocole sont pris en charge par les Parties au Protocole.

2. L'article dispose ensuite que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole (CdP-RdP) prend, à sa première réunion, les dispositions financières nécessaires à cet effet. Afin d'aider le Comité intergouvernemental à examiner cette question, le Secrétaire exécutif a élaboré un projet de budget-programme pour l'exercice biennal suivant l'entrée en vigueur du Protocole, en principe, la période 2015-2016, (UNEP/CBD/ICNP/2/2), qui met en lumière les coûts des services de secrétariat liés au Protocole de Nagoya.

3. Les dépenses administratives du secrétariat de la Convention sur la diversité biologique sont supportées par un fonds général d'affectation spéciale ou « budget de base » (ci-après le « Fonds BY»), géré par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, dans le respect des règles de gestion financière applicables à la Convention. Outre le Fonds BY, les Parties à la Convention ont créé deux fonds de contributions volontaires : le Fonds spécial de contributions volontaires pour les contributions supplémentaires à l'appui des activités approuvées (Fonds BE) et le Fonds spécial de contributions volontaires pour faciliter la participation des Parties aux activités de la Convention (Fonds BZ).

* UNEP/CBD/ICNP/2/1/Rev.1.

4. Le Fonds BY est financé par les contributions que versent les Parties à la Convention en fonction d'un barème de quotes-parts établi tous les deux ans par la Conférence des Parties. Outre les quotes-parts payées par les Parties, le Fonds BY est financé par des contributions supplémentaires venant des Parties, des non-Parties, des organisations intergouvernementales et non-gouvernementales, et autres.

5. Le budget de base de la Convention (Fonds BY) est approuvé tous les deux ans par la Conférence des Parties et couvre les dépenses tels que les salaires et les émoluments du personnel, les frais inhérents à la location et à l'entretien des locaux ; les dépenses de voyage du personnel, les frais liés aux services de conférence, aux équipements et aux fournitures ; les dépenses de communication ; les frais d'établissement des rapports ; les honoraires de consultants ; les dépenses liées au personnel temporaire ; les rémunérations pour les heures supplémentaires et les dépenses de représentation.

6. Les contributions volontaires versées aux Fonds BE et BZ sont généralement affectées par les donateurs à des activités et réunions spécifiques et présentées indépendamment du budget de base. Les budgets indicatifs des Fonds BE et BZ sont approuvés tous les deux ans par la Conférence des Parties, en fonction du programme de travail approuvé du secrétariat de la Convention et des estimations concernant les besoins en financement supplémentaires qui ne peuvent être couverts par le budget de base. Le secrétariat propose que, pour le Protocole, le financement des activités supplémentaires approuvées et de la participation des pays en développement Parties et des Parties en transition aux réunions en vertu du Protocole de Nagoya soit respectivement pris en charge par le fonds BE et le fonds BZ.

7. Il n'est pas prévu que le Protocole de Nagoya entre en vigueur avant que la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique n'ait eu lieu et que le budget-programme pour l'exercice biennal 2013-2014 y ait été approuvé. Le budget couvrant les activités liées aux préparatifs nécessaires à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya au cours de cet exercice sera inclus dans les documents relatifs au budget qui seront présentés à la onzième réunion de la Conférence des Parties.

8. Il est probable que la proposition de budget pour l'exercice biennal 2013-2014 reflète quelques ajustements concernant la structure du secrétariat afin de tenir compte de la phase de mise en œuvre de la Convention. Cependant, le programme de travail sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages pour l'exercice 2013-2014 continuera d'être financé comme un programme parmi les programmes de travail.

9. La présente note a été élaborée afin d'aider le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya à formuler des orientations à l'intention de la CdP-RdP sur les besoins en ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, au cours de l'exercice biennal 2015-2016.

10. La section II ci-dessous donne une vue d'ensemble du projet de budget-programme applicable Protocole de Nagoya pour l'exercice 2015-2016.

11. La section III présente les principaux facteurs et hypothèses pris en considération dans l'estimation du projet de budget-programme applicable au Protocole de Nagoya pour l'exercice biennal 2015-2016. Le tableau 1 contient un résumé de la proposition pour le budget-programme de base. Le tableau 2 résume les besoins en personnel pour la réalisation du programme de travail du Protocole de Nagoya dans le cadre du budget de base. Les annexes I et II contiennent des résumés des besoins en ressources nécessaires à la réalisation du programme de travail du Protocole de Nagoya dans le cadre des fonds BE et BZ.

12. La section IV énonce les points relatifs à un projet de recommandation du Comité intergouvernemental sur la question, s'appuyant sur une proposition de programme succinctement exposée dans le présent document.

13. Il convient de souligner que la proposition de budget-programme porte sur une période lointaine et constitue, à l'heure actuelle, la meilleure estimation du secrétariat concernant ses activités pour la période 2015-2016. Il faudra la mettre à jour compte tenu des décisions et orientations adoptées par le Comité intergouvernemental, la CdP-RdP et la Conférence des Parties.

II. PROPOSITION DE PROGRAMME DE TRAVAIL ET DE BUDGET POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCES AUX RESSOURCES GENETIQUES ET LE PARTAGE DES AVANTAGES

A. Proposition de programme de travail

14. Conformément aux dispositions du Protocole lui-même, qui énoncent les questions devant être examinées par la CdP-RdP, à sa première réunion, et sur la base du plan de travail du Comité intergouvernemental approuvé par la Conférence des Parties dans sa décision X/1, annexe II, il est prévu que le programme de travail du Protocole de Nagoya se concentre, au cours de son premier exercice biennal, sur les thèmes suivants dans le but de faciliter la mise en œuvre du Protocole : modalités de fonctionnement du centre d'échange sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages (article 14, paragraphe 4) ; coûts des services de secrétariat (article 28, paragraphe 3) ; mesures d'accompagnement au renforcement des capacités, des ressources humaines et des institutions dans les pays en développement et en transition (article 22) ; mesures visant à sensibiliser les populations à l'importance des ressources génétiques, des savoirs traditionnels associés et des questions sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages y afférents (article 21) ; procédures de coopération et mécanismes institutionnels visant à promouvoir le respect du Protocole et à signaler les manquements (article 30) ; élaboration d'orientations applicables au mécanisme de financement (article 25) ; élaboration d'orientations pour la mobilisation des ressources nécessaires à l'application du Protocole ; besoin d'un mécanisme mondial multilatéral pour le partage des avantages et modalités y afférentes (article 10) et toute autre question que la CdP-RdP jugerait nécessaire pour la mise en œuvre efficace du Protocole.

15. Le programme de travail du Protocole de Nagoya sera chargé de fournir un appui du secrétariat à la CdP-RdP ainsi qu'au Bureau du Protocole. Le programme tiendra également lieu de point de contact principal entre le secrétariat et d'autres organisations internationales ou initiatives portant sur des thèmes pertinents pour le Protocole.

B. Proposition de budget

16. Le secrétaire exécutif a passé en revue les conclusions de la première réunion du Comité intergouvernemental et, anticipant les besoins relatifs au Protocole pour l'exercice 2015-2016, il a proposé le budget suivant.

17. A sa onzième réunion, la Conférence des Parties sera priée de prévoir, comme suit, le recrutement de personnel supplémentaire pour l'exercice 2013-2014:

/...

a) Un administrateur de programme P-3, un administrateur de programme adjoint P-2 et un assistant pour soutenir la mise en service du centre d'échange sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages ;

b) Un administrateur de programme P-3 afin de soutenir les activités de renforcement des capacités et de sensibilisation devant être menées par le secrétariat au titre du Protocole de Nagoya.

18. S'agissant de la phase pilote du centre d'échange, le secrétariat a été en mesure d'embaucher du personnel temporaire grâce à la généreuse contribution financière de l'Allemagne, de la Suisse et de la Communauté européenne. Cependant, compte tenu de l'expérience relative au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, et afin de garantir le fonctionnement adéquat du centre d'échange à long terme, le secrétariat devra créer trois postes au sein du secrétariat (pour les postes suivants : un administrateur de programme P-3, un administrateur de programme adjoint P-2 et un assistant).

19. En ce qui concerne les activités de renforcement des capacités et de sensibilisation, le secrétariat a été en mesure de promouvoir la ratification et l'entrée en vigueur du Protocole dans les meilleurs délais grâce aux fonds alloués par le FEM et au cofinancement du Fonds japonais dans le cadre d'un projet de moyenne envergure initié en 2011. Lorsque ce projet arrivera à son terme en mars 2013, les ressources humaines et financières mises à la disposition du secrétariat pour poursuivre ces activités seront limitées. Par conséquent, afin de veiller à ce que le secrétariat puisse continuer de soutenir les Parties, par le biais d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités, la création d'un poste P-3 est demandée.

20. En résumé, trois emplois d'administrateur (catégorie P) et un poste d'agent des services généraux (catégorie G) ont été rajoutés au budget : un poste d'administrateur de programme P-3 et une poste d'administrateur de programme adjoint P-2 affectés au centre d'échange sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, un poste d'administrateur de programme P-3 pour les activités de renforcement des capacités et de sensibilisation et un poste d'assistant pour le centre d'échange.

21. En outre, des ressources ont été prévues dans ce budget afin de couvrir les dépenses partagées concernant les sept employés qui travaillent déjà au secrétariat de la Convention et qui consacreront une partie de leur temps au programme de travail du Protocole de Nagoya :

- Juriste hors classe (P-5)
- Administrateur de programme – Savoirs traditionnels (P-4)
- Chargé de l'information/attaché de presse (P-4)
- Informaticien (P-3)
- Administrateur de systèmes informatiques (P-3)
- Assistant informatique (G-7)
- Assistant informatique (G-7)

22. On estime que ces employés consacreront 15% de leur temps aux activités du Protocole de Nagoya et, conformément à la pratique du secrétariat de la Convention, les dépenses de personnel seront réparties en conséquence. Enfin, compte tenu de la nécessité de mieux intégrer les différents programmes de travail de la Convention et de ses protocoles dans la phase de mise en œuvre, il est prévu que d'autres membres du secrétariat contribuent de temps en temps au programme de travail du Protocole bien que cela ne puisse être quantifié.

23. En plus des dépenses de personnel, le budget 2015-2016 prévoit des ressources pour l'organisation de la deuxième réunion de la CdP-RdP ; deux réunions du Comité consultatif informel

pour le centre d'échange sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages ; les réunions du Bureau du Protocole de Nagoya et les dépenses afférentes liées aux services communs pour la conduite quotidienne des activités.

24. On doit garder à l'esprit qu'il peut être nécessaire de mobiliser des ressources financières supplémentaires pour la création de tout organe subsidiaire qui serait recommandé par le Comité intergouvernemental et établi par les Parties au Protocole.

25. Les propositions de budget relatives au Fonds BE pour les contributions supplémentaires à l'appui des activités approuvées et au Fonds BZ pour faciliter la participation des pays en développement aux activités de la Convention sont respectivement présentées dans les annexes I et II.

26. Afin d'appuyer l'application du Protocole de Nagoya, il est proposé que 5 réunions régionales sur le renforcement des capacités soient organisées au cours de l'exercice biennal suivant l'entrée en vigueur du Protocole dans le cadre du fonds BE. On doit également garder à l'esprit qu'il peut être nécessaire de mobiliser des ressources financières supplémentaires pour l'organisation de réunions d'experts techniques, selon ce que décideront les Parties au Protocole.

*Tableau 1. Besoins en financement du Protocole de Nagoya
dans le cadre du budget de base (fonds BY)
(en dollars américains)*

Dépenses	2015	2016
Dépenses de personnel	1 290 500	1 319 100
Réunions du Bureau sur l'accès et le partage (1/année)	40 000	80 000
Voyages liés aux activités officielles	50 000	50 000
Consultants/sous-traitants	20 000	20 000
Consultants pour le centre d'échange	20 000	20 000
Matériel informatique/logiciels pour le centre d'échange	20 000	20 000
Frais de traduction pour le centre d'échange	20 000	20 000
Deuxième réunion CdP-RdP		500 000
Comité chargé de l'application	30 000	30 000
Réunions Comité consultatif informel pour le centre d'échange (1/année)	30 000	30 000
Supports d'information	10 000	10 000
Dépenses liées aux services communs	200 000	200 000
Sous-total	1 730 500	2 299 100
Charges liées à l'appui au programme (13%)	224 965	298 883
Budget total (USD)	1 955 465	2 597 983

Charges liées à l'appui au programme

27. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU, un pourcentage de 13% correspondant à des frais généraux doit être versé au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin de couvrir les dépenses liées à l'administration du Fonds

/...

d'affectation spéciale. Le PNUE restitue une partie de ces sommes au secrétariat de la Convention afin de participer au paiement des dépenses liées aux services d'appui du secrétariat.

Tableau 2. Besoins en personnel pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya dans le cadre du budget de base

	2014	2015	2016
A. Catégorie des administrateurs			
P-5	1	1	1
P-3	3	3	3
P-2	1	1	1
Total catégorie des administrateurs	5	5	5
B. Total catégorie des services généraux	3	3	3
TOTAL (A + B)	8	8	8

III. HYPOTHESES UTILISEES POUR LE CALCUL DU BUDGET

28. Sachant qu'il existe une inconnue sur la date d'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya, le Secrétaire exécutif a présenté une proposition qui s'appuie sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme de travail relatif à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages pour l'exercice biennal en cours (2011-2012). Il a ainsi fait les hypothèses suivantes pour l'élaboration du budget présenté dans le tableau 1 :

a) Les chiffres utilisés pour calculer les dépenses de personnel dans la proposition de budget pour l'exercice 2015-2016 se fondent sur les moyennes utilisées pour élaborer le budget-programme de la Convention pour l'exercice biennal 2013-2014, en tenant compte d'une inflation de 2% ;

b) Conformément aux dispositions de l'article 26, paragraphe 6, du Protocole, les réunions ordinaires de la CdP-RdP se tiennent concurremment avec les réunions ordinaires de la Conférence des Parties, à moins que la CdP-RdP n'en décide autrement. En principe, les réunions des Parties durent une semaine ;

c) Une fois par an, le bureau de la CdP-RdP se réunira sur deux jours au siège du secrétariat. Il se réunira également tous les jours pendant les réunions de la CdP-RdP ;

d) Deux réunions du Comité consultatif informel pour le centre d'échange seront organisées une fois par an pendant trois jours au siège du secrétariat avec la participation de trois représentants par région ;

e) Cinq ateliers régionaux sur le renforcement des capacités d'une durée de trois jours chacun (environ 30 participants) seront organisés au cours de l'exercice biennal, pour autant que les contributions volontaires soient disponibles.

IV. MESURES POTENTIELLES DU COMITE INTERGOUVERNEMENTAL

29. Avec l'entrée en vigueur du Protocole, il est prévu que les dépenses supplémentaires découlant de l'application du Protocole soient supportées par les Parties. Cependant, comme on l'a vu avec le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, l'identification de chaque coût lié à la mise en œuvre du Protocole est pour le moment problématique. Par exemple, un certain nombre d'activités proposées se fondent énormément sur les activités actuelles de la Convention. Les dépenses liées à l'organisation de la première réunion de la CdP-RdP sont ainsi réduites parce que cette réunion a lieu en même temps que la réunion ordinaire de la Conférence des Parties et que le personnel du Protocole de Nagoya s'appuie sur l'aide d'autres éléments du secrétariat pour le déroulement des réunions du Protocole. Il n'est pas possible de répartir ces dépenses avec précision. En outre, on ne sait pas bien si, dans les premières années qui suivront l'entrée en vigueur du Protocole, le nombre de Parties et leur capacité de paiement seront suffisants pour financer séparément chaque activité menée dans le cadre du Protocole de manière viable.

30. Le Secrétaire exécutif recommande donc que pour cet exercice biennal (2015-2016), le coût total du programme de travail du Protocole de Nagoya soit provisoirement supporté par les Parties à la Convention.

31. Le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être examiner la proposition de budget-programme et faire des recommandations à l'intention des Parties au Protocole, à leur première réunion, sur les dispositions budgétaires nécessaires permettant au secrétariat d'accomplir les tâches liées au Protocole et de mettre en œuvre le programme de travail sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages.

32. Par conséquent, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être que la Conférence des Parties envisage l'adoption des points de décision suivants, qui se fondent sur la proposition de budget-programme figurant dans la présente note :

Le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages

Recommande que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole approuve les points suivants et invite la Conférence des Parties à en tenir compte dans les fonds d'affectation spéciale BY, BE et BZ consacrés à la Convention sur la diversité biologique et dans la décision correspondante que prendra la Conférence des Parties à sa douzième réunion :

a) Un budget-programme de base d'un montant de 1 955 465 USD pour l'année 2015 et de 2 597 983 pour l'année 2016, correspondant aux besoins énoncés, tels que définis dans le tableau 1 ci-dessus, à inclure dans le budget de base de la Convention sur la diversité biologique ;

b) La somme de 248 600 USD correspondant aux besoins énoncés, tels que définis dans l'annexe I à la présente note, à inclure dans le Fonds spécial de contributions volontaires pour les contributions supplémentaires à l'appui des activités approuvées (Fonds BE) en vertu de la Convention sur la diversité biologique, pour l'exercice biennal 2015-2016 ;

c) La somme de 678 000 USD correspondant aux besoins énoncés, tels que définis dans l'annexe II à la présente note, à inclure dans le Fonds spécial de

contributions volontaires (Fonds BZ) pour faciliter la participation des Parties aux activités de la Convention au cours de l'exercice biennal 2015-2016 ;

d) Un effectif pour le Protocole de Nagoya composé de huit postes (cinq postes d'administrateur et trois postes de services généraux), selon les modalités indiquées dans le tableau 2 ;

e) Le coût total du budget de base du programme de travail du Protocole de Nagoya continuera d'être supporté provisoirement par les Parties à la Convention pour la période 2015-2016, ou jusqu'à ce que le Protocole soit ratifié par un nombre convenu de pays Parties développés et en développement et que les coûts soient alors supportés au prorata par les Parties ;

f) Toutes les Parties à la Convention sont invitées à prendre note que les contributions au budget de base (Fonds BY) sont dues au 1^{er} janvier de l'année où ces contributions ont été inscrites au budget et à s'en acquitter promptement. Les Parties qui sont en mesure de le faire sont priées de verser les contributions requises pour financer les dépenses approuvées avant le 1^{er} octobre 2014 pour l'année 2015 et avant le 1^{er} octobre 2015 pour l'année 2016 et, à cet égard, elles doivent être informées du montant de leurs contributions avant le 1^{er} août de l'année précédant l'année où les contributions sont exigibles ;

g) Toutes les Parties et pays non Parties au Protocole, ainsi que les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non-gouvernementales ainsi que d'autres institutions, soient priées d'allouer des ressources financières spécifiques aux fonds d'affectation spéciale BY, BE et BZ pour le financement du Protocole ;

h) Le Secrétaire exécutif est habilité, en concertation avec le Bureau de la Conférence des Parties, à aménager l'administration du programme de travail, y compris le report des réunions si le secrétariat ne dispose pas des ressources suffisantes en temps opportun ;

i) Le Secrétaire exécutif élabore et présente, à la deuxième réunion de la CdP-RdP, un budget concernant le programme de travail pour l'exercice biennal 2017-2018, et fait rapport sur l'exécution du budget et la répartition des recettes ainsi que sur tout ajustement apporté au budget du Protocole pour la période 2015-2016 ;

j) Le Secrétaire exécutif s'entend directement avec les Parties et les organisations sur les dispositions administratives et contractuelles, en échange des ressources humaines et de l'appui offerts par le secrétariat, selon les besoins, afin de garantir la bonne utilisation des fonctions du secrétariat en ce qui concerne le Protocole, tout en veillant à l'emploi efficace des compétences, ressources et services disponibles, et en tenant compte des règles et règlements de l'ONU. Une attention particulière doit être portée aux possibilités de créer des synergies entre les programmes de travail existants ou les activités qui sont mises en œuvre dans le cadre d'autres organisations internationales, conformément aux décisions pertinentes de la CdP-RdP.

Annexe I

**BESOINS EN RESSOURCES RELATIFS AU PROTOCOLE DE NAGOYA DANS LE CADRE
DU FONDS SPECIAL DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (BE) POUR LES
CONTRIBUTIONS SUPPLEMENTAIRES A L'APPUI DES ACTIVITES APPROUVEES POUR
L'EXERCICE BIENNAL 2015-2016**

(en dollars américains)

I	Description	2015	2016
1.	<i>Réunions</i>		
	Ateliers régionaux de renforcement des capacités/sensibilisation (5)	140 000	80 000
Sous-total		140 000	80 000
II.	Charges liées à l'appui au programme (13%)	18 200	10 400
Coût total (I + II)		158 200	90 400

Annexe II

**BESOINS RELATIFS AU PROTOCOLE DE NAGOYA DANS LE CADRE DU FONDS
SPECIAL DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (BZ) POUR FACILITER LA
PARTICIPATION DES PARTIES AUX ACTIVITES DE LA CONVENTION AU COURS DE
L'EXERCICE BIENNAL 2015-2016**

(en dollars américains)

Description		2015	2016
I.	<i>Réunions</i>		
	<i>Réunion des Parties</i>		600 000
	<i>Sous-total I</i>		600 000
II	Charges liées à l'appui au programme (13%)		78 000
	Coût total (I + II)		678 000